

## Tribune de RSHD

Une crise d'autrefois sur un enjeu d'aujourd'hui :  
Chaban démissionné...

« Je souhaite qu'il y ait, en France, une majorité à peu près définie, sans être ouverte à tous les vents, et une opposition, elle-même, à peu près définie. »

Georges POMPIDOU  
*Cahiers de la V<sup>ème</sup> République-Tome I*  
par Michelle COTTA (Fayard-2007)

C'est le premier tour des élections régionales qui est le plus signifiant parce qu'il représente une photo à l'état brut de l'opinion. Si l'on s'en tient à ce seul premier tour, l'enseignement est sans appel: les partis d'opposition dépassent les 50 %, alors que la majorité, réunie en parti unique, plafonne au-dessous des 40 %, débordée sur sa droite par un *FN* qui émerge des ténèbres, avec 12 %.

Comment en est-on arrivé là ? Un député socialiste, lucide, a la simplicité de discerner, dans la victoire de son camp, un effet de colère de la droite plutôt que d'adhésion à la gauche. Dans les rangs de la majorité parlementaire, les critiques fusent qui mettent en cause l'hyper-présidentialisation du régime et les initiatives personnelles du président. Il est toujours difficile de confesser les électeurs, plus encore les abstentionnistes, mais on devine une logique dans ces régionales 2010 : les électeurs de gauche auraient participé plus nombreux au scrutin, alors que ceux de droite se seraient réfugiés dans l'abstention, voire le vote *FN*.

À la base de ce double mouvement, on trouverait certains griefs forts adressés à l'exécutif, et pour commencer, l'ouverture, c'est-à-dire la nomination de ministres et de dignitaires venus de l'opposition.

Ces électeurs, réfugiés dans l'abstention ou revenus à l'extrême-droite, ne pardonneraient pas cette ouverture, pour deux raisons qu'il importerait d'analyser avant de les récuser. Les gouvernements de gauche, de 1981 à 1986, de 1988 à 1993 et de 1997 à 2002 ne l'ont jamais pratiquée et elle est totalement contraire au jeu parlementaire qui donne le pouvoir, tout le pouvoir, à la majorité contre l'opposition. En Angleterre comme en Allemagne, ni le Premier ministre ni le chancelier n'ont nommé de ministres venus d'en face. Il n'y a guère qu'aux États-Unis où le Cabinet présidentiel compte toujours un ministre, et un seul, venu de l'autre camp.

Ce principe bipartisan était bien établi sous la V<sup>ème</sup> République, avec son tripode : un président, un gouvernement, une majorité. L'innovation est venue en 2007 et c'est elle que Georges Pompidou recusa brutalement, au prix d'un bras-de-fer sans précédent sous la V<sup>ème</sup> République, quand il renvoya son Premier ministre, Jacques Chaban-Delmas, coupable de ne pas gouverner avec sa majorité.

Le 20 juin 1969, le premier Gouvernement du septennat Pompidou est dirigé

par Chaban. L'homme présente toutes les garanties requises par les canons de la V<sup>ème</sup> République : il est député-maire de Bordeaux, porté par la Résistance et l'éviction d'Adrien Marquet, maire sous Vichy. Il a été président de l'Assemblée nationale depuis 1958, mais, c'est vrai, jamais ministre sous de Gaulle dont il est pourtant l'un des plus fidèles. Or, dès son arrivée à Maignon, il déplaît à sa majorité par sa volonté d'ouverture c'est-à-dire par l'appel à des forces qui ne viennent pas de sa majorité. Son Cabinet est dirigé par un ancien préfet du Doubs qui fera, sans gloire, une grande carrière sous Pierre Mauroy, après avoir servi la V<sup>ème</sup>, sous Roger Frey. Mais l'homme, sans doute, habile, est peu connu, de modeste extraction administrative, et ne polarise pas les oppositions qui se fixent sur Simon Nora, venu du mendésisme, et Jacques Delors, futur ministre des Finances de Mitterrand, en 1981. Il s'agit d'une ouverture et non d'un partage du pouvoir, comme on le verra, en 2007.

Jusque là, Pompidou qui a nommé Chaban se tait, mais fulmine dès la déclaration de politique générale de son Premier ministre qui se place sous le signe de *la nouvelle société* et dont l'auteur est Simon Nora. Les députés *UDR*, godillots ou non, mais qui ont le mérite de constituer la majorité, affichent une mine sans joie qui va s'aggraver pendant les trois années Chaban, au gré de crises ponctuelles dont la principale portera sur l'*ORTF*, réputé, par les députés *UDR*, et la tradition est aujourd'hui sauve, de repaire d'opposants. Le ton monte; les rumeurs du départ de Chaban s'amplifient, mais le maire de Bordeaux n'entend pas se retirer, pour cause de succession de Pompidou que l'on ne sait pas encore malade. Il résiste et n'hésite pas à solliciter la confiance de l'Assemblée nationale pour mieux s'imposer à Pompidou qui le congédie le 6 juillet 1973.

Il y a quelques leçons à tirer de cette crise, provoquée déjà, il y a près de 40 ans, par l'ouverture, aujourd'hui, point focal des déboires de la majorité. La première leçon vaut pour l'exécutif sous la V<sup>ème</sup> République. Le Premier ministre tient sa légitimité du président de la République qui le nomme et non du parlement qui peut écouter sa déclaration, voter, mais ne l'investit pas comme sous la IV<sup>ème</sup> République. Chaban tente de jouer au plus fin sur ce point. Il le paiera et Mitterrand tiendra la même ligne quand il congédiera Rocard. La loyauté de François Fillon est, à cet égard, celle voulue par Pompidou.

La deuxième leçon est d'ordre parlementaire, venue directement d'Angleterre où le parti vainqueur des législatives gouverne avec sa majorité et sa majorité seule. Il n'y a, en Angleterre et en Allemagne, ni ouverture ni partage du pouvoir. Il y a possibilité d'alternance, mais, en attendant, l'opposition s'oppose.

La troisième leçon est celle de l'ouverture ou du partage du pouvoir, acte gratuit qui ne rapporte rien à la majorité. Le malheureux Chaban n'a rien gagné à son ouverture et Giscard qui ira au-delà en faisant entrer dans le Gouvernement Chirac des adversaires patentés, avec les Radicaux de *JJSS*, le paiera cher en 1981, même si, c'est vrai, l'ouverture et le partage du pouvoir sont toujours bien reçus à gauche où l'on n'a pas cessé de s'en tenir, en phase de gouvernement, à un parlementarisme à l'anglaise. Mais Didier Migaud, revêtu de la robe d'hermine de premier président de la Cour des comptes, fût-elle synthétique, ne semble pas trouver le temps long, alors que Jérôme Cahuzac, nouveau président de la commission des Finances, connu pour la virulence de ses interventions

budgétaires, multiplie les propos lénifiants et que Michel Charasse, en robe de bure, a oublié les philippiques du congrès de Valence. La vérité, rustique s'il en est, c'est que le meilleur moyen d'en finir avec l'opposition, serait de siphonner ses figures de proue en les nommant, en les nommant tous. Il y faudrait des *JO* épais comme des livres, mais la démocratie française, réputée agitée, retrouverait la paix perpétuelle, celle des grandes nécropoles.